



La soupe au caillou

Des nouvelles du Collectif pour un Québec sans pauvreté

25 octobre 2004

Par l'équipe du Collectif

Numéro 177



Formations sur le projet de loi 57

Vous voulez faire connaître les enjeux sur le projet de loi 57 autour de vous et vous former à informer et mobiliser votre milieu sur la question ? L'équipe du Collectif vous offre deux moments de formation.

Mardi le 26 octobre de 10:00 à 15:00 dans les locaux du Collectif, à Québec.

Mercredi le 27 octobre au Pavillon d'éducation communautaire (PEC), local 306, 1691 Pie IX, Montréal, de 10:00 à 15:00 aussi. Apportez votre lunch. Il sera aussi possible de commander à dîner sur place.

Indexer à moitié, c'est couper

Devant la manière du ministre de répéter sans cesse en commission parlementaire qu'une demi indexation, c'est une hausse et que c'est mieux que rien, voici une illustration que l'indexation partielle est bien une réduction de prestation. Supposons pour les fins de la démonstration une augmentation du coût de la vie annuelle de 2%, et donc l'application d'une demi-indexation de 1%. Voici ce qui arriverait aux prestations en dollars constants de 2004. En 2005, la prestation passerait de 533\$ à 528\$. En 2006, elle serait de 523\$. Après cinq ans, elle ne serait plus que de 507\$. Après 10 ans, elle serait de 483\$. Après 20 ans, de 438\$. Poussons jusqu'au bout l'absurde de cette façon de gouverner. Dans 100 ans, la prestation serait rendue à 197\$. Dans 200 ans, elle serait de 74 \$. Dans 300 ans, elle serait de 27 \$. À quel moment dans ce processus élimine-t-on la pauvreté parce qu'on a éliminé les pauvres ?

Campagne d'appuis au Collectif sur le projet de loi 57 **Ça empire, il faut faut bouger !**



MÈRE UBU : *Eh ! que fais-tu, Père Ubu ? Qui rendra maintenant la justice ?*

PÈRE UBU : *Tiens ! moi. Tu verras comme ça marchera bien.*

MÈRE UBU : *Oui, ce sera du propre.*

Extrait de *Ubu roi*, une pièce d'Alfred Jarry, présentée pour la première fois en 1896, et ayant eu lieu en fait très souvent dans l'histoire de l'humanité.

Bonjour tout le monde ! La troisième semaine de travaux de la commission parlementaire sur le projet de loi 57 prend des allures ubuesques. Il ne faut pas laisser le règne de l'absurde s'installer. Il devient urgent de marquer l'objection et d'indiquer un chemin pour sortir de l'impasse. D'où cette campagne d'appui à la position du Collectif que nous vous invitons à endosser et à multiplier le plus rapidement possible autour de vous d'ici au 30 novembre. Vous trouverez ci-joint un document sur deux pages contenant toutes les explications nécessaires et ci-dessous, un état de la situation.

En commission parlementaire : bons mémoires, durs débats

La Commission des affaires sociales a entendu 10 nouveaux groupes les 20 et 21 octobre, dont Solidarité Populaire Saguenay-Lac St-Jean, ROSE du Nord et l'ADDS-QM, de Québec, le Conseil de la famille, l'UFP, l'Ordre des travailleurs sociaux du Québec, l'AGÉPA, de Victoriaville, le projet Genèse, le RGPAQ, le Regroupement des ressources alternatives en santé mentale.

Les présentations sont excellentes, bien étoffées, souvent illustrées de témoignages de personnes à l'aide sociale, qui viennent renforcer le rejet généralisé du projet de loi et la demande d'un régime couvrant correctement les besoins essentiels. Malgré cela, le débat est dévié vers des questions de rhétorique par des propos ministériels indignes du soin attentif qu'une commission parlementaire devrait apporter à une politique sociale qui touchera les conditions faites aux plus pauvres dans la société.

Le ministre Claude Béchard s'enfonce dans une attitude stéréotypée et de mauvaise foi qui empêche tout véritable débat avec les groupes présents ou l'opposition. Il demande systématiquement à quoi pourrait ressembler une couverture correcte des besoins, ce qui lui sert à souligner que lui aussi il voudrait bien faire mieux, mais que ça ne sera jamais assez au goût des groupes de toute façon. Il évite ainsi d'aborder le fait que le montant en question est intenable et qu'il ne peut rester à ce niveau sans mettre la santé des gens en jeu. De même pour sa question sur l'usage de l'allocation de participation qui revient tout le temps et qui sert à passer le temps. Le ministre pousse l'absurde jusqu'à prévenir que s'il doit retirer le projet de loi, les pénalités existant dans la loi actuelle vont continuer de s'appliquer, comme si le retrait du projet de loi imposait le

Énormité

«... tant que la loi actuelle est là, c'est la philosophie des pénalités, c'est la philosophie du barème plancher qui n'est pas à 100 % qui s'applique, c'est pour ça qu'on veut la changer la loi. Alors, quand vous nous demandez de retirer la loi, il faut faire attention parce que, si on retire la loi, on n'applique pas les indications ou le barème plancher tel que prévu dans le plan de lutte à la pauvreté, et, moi, je ne voudrais surtout pas remettre en question un investissement de 2,5 milliards sur cinq ans. (...) je veux que tous soient conscients des impacts que ça peut avoir.» Claude Béchar, ministre, en commission, 20/10/2004

Affirmation

«Les Québécoises et les Québécois doivent pouvoir compter en dernier recours sur la sécurité d'un revenu minimum, garanti par la loi par un barème plancher intouchable. En ce sens, nous déplorons que le niveau minimum de prestations ne soit plus fondé sur la notion de besoins essentiels et décents que requiert pourtant la dignité humaine et que reconnaît la charte québécoise des droits et libertés de la personne. (...) Nous considérons que le fait de recentrer l'aide sociale uniquement sur la mise au travail des économiquement faibles et des exclus dans un contexte de déréglementation et de conditions de travail parfois difficiles ne permet pas toujours aux citoyens de réintégrer l'économie dans les finalités sociales de la démocratie. » Claude Leblond, président de l'Ordre des travailleurs sociaux du Québec, en commission, le 21 octobre.

Un cri du coeur

«Moi, j'ai été enfant d'une mère assistée sociale à l'époque où ça s'appelait les allocations des mères nécessiteuses. Je l'ai accompagnée dans un bureau pour demander une aide. (...) je me souviens clairement, par exemple, de la honte, de l'humiliation, des larmes de ma mère en sortant de ce bureau-là et je ne l'oublierai jamais. Je suis aujourd'hui ici pour dire que personne ne devrait avoir à subir l'humiliation quand on a besoin d'aide et qu'on ne doit pas laisser à autrui des critères arbitraires de bon et de mauvais, retourner au travail ou pas capable, ou ainsi de suite. Il y a un minimum décent parce qu'on est citoyen de ce pays, du Québec, qui est riche, riche en ressources naturelles, riche dans ses gens, et, moi, je trouve qu'on est passé l'étape de discuter de choses comme ça, de bons ou mauvais pauvres. » Denise Veilleux, Québec, en commission, le 21 octobre.

(Suite de la page précédente)

maintien intégral de la loi actuelle! Il distingue maintenant un barème plancher d'une prestation couvrant les besoins essentiels, alors que pour les groupes du milieu, cette couverture fait partie de la définition du barème plancher. Il prétend que la loi sur la pauvreté parle d'un barème plancher et pas de couvrir les besoins essentiels, ce qui est inexact, puisqu'elle donne comme orientation à l'article 9.1° de «rehausser le revenu accordé aux personnes et aux familles en situation de pauvreté, en tenant compte notamment de leur situation particulière et des ressources dont elles disposent pour couvrir leurs besoins essentiels». Taxé d'entretenir les préjugés au lieu de les combattre comme la loi sur la pauvreté le prescrit à l'article 6.1°, le ministre a commencé à prétendre que ce serait pour se conformer à cet article qu'il pourrait ordonner la saisie des chèques d'aide sociale pour non paiement de loyer. Il contrerait ainsi selon lui les préjugés des propriétaires qui refusent de louer à des prestataires. Voir si on éteint les préjugés en y cédant ! La ronde sur la saisie des chèques reprendra de plus belle le 4 novembre alors qu'associations de propriétaires et de locataires présenteront leur position. Que de temps dilapidé à refaire des débats déjà faits ! Notons par contraste les fermes appuis apportés par les divers groupes, dont celui sans équivoque du Conseil de la famille, à une prestation couvrant les besoins sans discrimination. Notons aussi le net rejet par le Conseil de la famille de la mesure «Tanguy» de coupure pour partage de logement familial.


«Reculs, poisons et tromperies à l'aide sociale» : le Collectif écrit aux membres de l'Assemblée nationale

Devant cette impasse générée par l'attitude ministérielle, le Collectif a envoyé cette semaine à l'ensemble des membres de l'Assemblée nationale une lettre dénonçant la situation et leur demandant d'imposer le respect de la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*. Une copie de cette lettre est disponible sur le site Internet du Collectif.

On se saurait trop insister également sur l'importance de faire comprendre aux éluEs la gravité des enjeux en cause. L'ADDS-QM et ROSE du Nord ont fait lundi le 18 octobre une tournée des députéEs de Québec. Une tournée similaire aura lieu à Montréal le 8 novembre. Nous invitons toute personne ou groupe en mesure de le faire de prendre les dispositions nécessaires pour informer correctement leur représentantE à l'Assemblée nationale et pour obtenir son appui.

Campagne d'appuis

De toute évidence, devant la fermeture démontrée par le gouvernement, il devient important de rendre visible la variété des positions allant dans le sens de la solution préconisée par le Collectif : retrait du projet de loi, amendements à la loi actuelle, débat public sur la garantie de revenu. Nous lançons dès maintenant une campagne d'appuis à cette position sous la forme d'une déclaration citoyenne à faire signer tout autant par des personnes que par des organisations. Le document de campagne comprend deux pages qui peuvent être imprimées recto-verso. Une des pages donne l'information de base sur ce qui est en cours à l'aide sociale et sur les actions proposées (signer la déclaration, porter un bout de «duct tape» rouge en signe visible d'appui). L'autre page présente la déclaration avec un espace pour signer en bas. Les individuEs sont invitéEs à indiquer leur occupation, histoire de montrer la variété des appuis. Il ne vous reste qu'à proposer à tous ceux et celles que vous pourrez de signer ce document. Le principe est une signature par feuille. On vous invite donc à garder toujours des copies avec vous, tant pour faire signer que pour transmettre des copies à d'autres qui les feront circuler ensuite à leur tour. On compte sur vous pour faire tour de votre milieu, des personnes en situation de pauvreté que vous connaissez comme des personnalités connues, des groupes et institutions. Imagination, présence d'esprit et esprit d'initiative !

La date limite du retour des feuilles signées au Collectif est le 30 novembre. Il faudra ensuite trouver le moyen de faire peser ces appuis dans la balance avant que des décisions finales ne se prennent sur la question de l'aide sociale. Une copie pdf du document en noir et rouge et une autre en noir et blanc sont aussi disponibles sur notre site Internet. 



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165 de Carillon, local 309, Québec, Qc, G1K 9E9. Téléphone: (418) 525-0040 / Télécopieur: (418) 525-0740
Courriel: collectif@pauvrete.qc.ca

www.pauvrete.qc.ca